

# L'accord avec l'Union doit passer la rampe à Londres

Tristan de Bourbon  
Correspondant à Londres

**L**a fin de l'interminable négociation du Brexit approche. Mardi en fin de journée s'est répandue comme une trainée de poudre dans les médias britanniques et irlandais la confirmation d'un accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur la façon d'éviter le retour d'une frontière entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord après le Brexit – le point le plus épineux de l'accord de retrait. L'information n'a pas été confirmée du côté européen, mais elle n'a pas été démentie. D'autant qu'a suivi l'annonce de la convocation, dès le soir-même, des principaux membres du cabinet britannique à Downing Street pour qu'ils se fassent expliquer l'accord, avant une réunion de l'ensemble du gouvernement mercredi.

Cette issue était attendue, le négociateur européen Michel Barnier l'avait fait savoir lundi soir. Pourquoi ce délai ? Sans doute Theresa May avait-elle besoin d'un peu de temps pour décider de la manière adéquate de présenter l'accord. La Première ministre britannique ne dispose en effet que d'une très faible marge de manœuvre, aussi bien au sein de son gouvernement qu'au Parlement.

## Trois camps, au sein du gouvernement

Au sein du Cabinet, composé de vingt-huit ministres, trois groupes se détachent. Les Brexiters radicaux s'avèrent les plus bruyants. Lundi soir, une poignée d'entre eux se sont ainsi réunis dans le bureau du ministre au Commerce international Liam Fox. Parmi eux, le ministre en charge de la sortie de l'UE Dominic Raab, le ministre de l'Environnement, l'Alimentation et les Affaires rurales Michael Gove, la leader de la Chambre des communes Andrea Leadsom et le procureur général pour l'Angleterre et le pays de Galles Geoffrey Cox. Ils disposent également du soutien du ministre de l'Intérieur Sajid Javid et du ministre de la Défense Gavin Williamson. De l'autre, les fervents partisans du maintien d'un lien proche avec l'UE : le chancelier de l'échiquier Philip Hammond, le ministre aux Affaires, à l'Energie et à la

Stratégie industrielle Greg Clark, le ministre des Affaires étrangères Jeremy Hunt. Au centre, les ministres indécis, qui suivront Theresa May et n'auront guère d'influence.

## De la difficulté de trouver une majorité au Parlement

Convaincre tous les membres de son Cabinet est déterminant pour Theresa May afin que ceux-ci, à leur tour, encouragent les députés de la Chambre des Communes à soutenir le projet d'accord. Cette tâche s'annonce encore plus compliquée. Concrètement, la Première ministre a besoin de 320 votes pour faire adopter l'accord. Elle sait d'ores et déjà que les 51 députés du parti national écossais (SNP), des indépendantistes gallois (Plaid Cymru) et des libéraux-démocrates voteront contre elle. Les 261 députés travaillistes autorisés à voter sont légèrement divisés : quatre députés fermement pro-Brexit la soutiendront presque assurément et une quinzaine d'autres ont déclaré être prêts à voter en faveur de l'accord de Theresa May s'il s'avérait "raisonnable".

Si elle dispose de 316 députés conservateurs autorisés à voter, une quarantaine de Brexiters radicaux dans la ligne de Boris Johnson se disent prêts à rejeter son projet, tout comme une dizaine de partisans d'un second référendum. Parallèlement, les dix élus du parti démocratique unioniste nord-irlandais (DUP), qui soutiennent officiellement le gouvernement, ne se prononceront qu'au regard des conséquences de l'accord sur l'Irlande du Nord.

Comment Theresa May peut-elle convaincre assez de ces opposants à se rallier à son projet ? En jouant sur la peur. Tous savent en effet que les conséquences d'un rejet de l'accord avec l'UE pourraient être profondes pour le pays. La majorité des députés craignent assurément qu'il pousse le pays vers une sortie sans accord de l'UE. Les Brexiters radicaux redoutent, à l'inverse, qu'un rejet pousse une Theresa May à bout à réclamer l'organisation d'un second référendum. Surtout, leur rappellera la Première ministre, l'accord ne porte que sur le retrait et les grandes lignes de la relation future entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Tous les détails de cette relation ne commenceront à être négociés qu'une fois le Brexit concrétisé, soit après le 29 mars 2019.

## Un "filet de sécurité"

La Commission prépare des mesures d'urgence

**La frontière irlandaise était le dernier point, et le plus sensible** de la négociation de l'accord de retrait. Pour éviter le retour d'une frontière dure entre l'Irlande et l'Irlande du Nord après le Brexit, l'Union européenne a proposé le maintien de la province britannique dans le marché intérieur et l'union douanière (que veut quitter le Royaume-Uni), en l'absence de solution alternative crédible. Londres avait accepté ce principe, en décembre, avant de faire volte-face, au prétexte que cela créera de facto une frontière interne au Royaume-Uni, entre la

Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Theresa May a alors suggéré un maintien temporaire du Royaume-Uni dans l'union douanière le temps de trouver une solution pour la frontière irlandaise, avant la fin de la période de transition post-Brexit, qui s'étendra jusqu'au 31 décembre 2020, et peut-être au-delà.

**Selon les informations disponibles**, l'accord technique prévoit bien que le "filet de sécurité" s'étende à l'ensemble du Royaume-Uni, mais comporte des provisions spéciales pour l'Irlande du Nord, en termes de convergences réglementaires avec le reste de l'Union. Par ailleurs, on sait qu'il est hors de question pour les Vingt-sept que le Royaume-Uni puisse décider

■ Les négociateurs britanniques et européens du Brexit ont trouvé un accord technique sur la frontière irlandaise.

■ Theresa May doit à présent convaincre ses ministres de le transformer en accord politique.

unilatéralement de la fin de cet accord douanier temporaire. Il importe néanmoins pour les Européens que le filet de sécurité "irlandais" n'ait pas de date butoir.

L'Union insiste également sur le fait que durant l'application de cet accord, les réglementations britanniques ne peuvent pas s'écarter des législations européennes, pour éviter une concurrence déloyale dans les domaines social, financier ou de l'environnement. Un cauchemar pour les Brexiters durs, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui estime que cet accord coïncera le Royaume-Uni dans un statut: "d'État vassal" de l'Union européenne. **OleB**